

Atelier n° 4

Bases sociales pour changer la société : pour qui , avec qui ?

Repérer les dominations et les formes d'exploitation dans la société est indispensable pour qui veut travailler à la changer. Elles sont déterminantes dans l'évolution des comportements politiques, dans la pensée et l'action des individus. Développer des cultures communes de transformations progressistes suppose aussi de cerner toutes les dynamiques sociales pouvant être actrices du projet.

Ceci nous amène à nous interroger sur les concepts qui jusqu'ici ont présidé à notre analyse du monde et aux moyens à se donner pour le transformer.

Quel diagnostic sur la société actuelle ?

- On estime aujourd'hui que 11,4 millions de salariés – 41 % de la population active – se trouvent « en situation d'emploi inadéquat » au sens du BIT (1) avec près d'un tiers de la population à considérer comme largement précarisée
- Cette situation engendrée par le déferlement des politiques ultralibérales- démontage des protections sociales, privatisations, marchandisation, mise en concurrence de la force de travail et délocalisations, précarisation, chômage massif- produit de nouveaux facteurs de division, avec la dissociation accrue entre 'salaire' et 'revenu', avec un effet de dé-solidarisation entre ceux qui peuvent vivre de leur travail et ceux qui sont rendus dépendants d'allocation multiples en remplacement de salaire
- Elle influe directement sur la vie quotidienne des individus- qu'ils ou elles soient salariés , chômeurs, précaires...- et sur leur rapport aux autres, leur conscience et leur citoyenneté
- La mondialisation du capitalisme financiarisé étend ces rapports sociaux à l'ensemble de la planète entraînant à la fois le développement des inégalités entre les peuples, les individus, les territoires et une mise en concurrence des dominés.
- Le monde du travail s'est profondément modifié en trente ans et avec lui les rapports sociaux, les rapports entre individus qui le composent, la conscience de la nécessité d'une action collective, voire le sentiment d'appartenance à une « classe sociale ». Un nombre important de travailleurs de la recherche en fait désormais partie. Les ouvriers sont aujourd'hui 25,5% de la population active contre 40 % en 1969. Le tertiaire compte 10 millions de salariés pour 4 millions à l'industrie ce qui conduit certains chercheurs comme les Delaunay à parler de « société de service ». La population active féminine est de 12,5 millions alors qu'elle n'était que de 6,5 dans les années soixante. « L'essentiel du renouvellement des forces de travail en France s'est fait par les femmes » (Margaret Maruani) avec dans le même mouvement un développement du secteur des services et des emplois créés surtout à temps partiels ou sous qualifiés.

Enjeu de classe , enjeu politique

- Aujourd'hui, des catégories nouvelles se mettent en lutte- caissières, salariés sans papiers, précaires du tourisme etc... Cela nous interpelle sur le contenu et la pratique de notre activité pour être utiles à ce « nouveau » monde du travail en rapide précarisation, pour le prendre tel qu'il est plutôt que considérer comme des obstacles

la situation de ces travailleurs qui désormais ne sont plus « nouveaux » ni « originaux » mais partie constitutive du monde du travail contemporain.

- Les efforts incessants de la droite et de la bourgeoisie pour individualiser les rapports sociaux ne datent pas d'aujourd'hui. Le « travailler plus pour gagner plus », le « tous propriétaires », le thème du mérite personnel de Sarkozy viennent de loin et sont renouvelés aujourd'hui, face aussi aux déceptions liées à l'échec du social-libéralisme. Le néolibéralisme mise sur l'individualisation des rapports sociaux - des parcours professionnels, rémunérations, grilles de qualifications, etc - et la destruction de la conscience, de l'action collectives en s'appuyant sur l'aspiration incontournable et grandissante à la réalisation de soi-même dans le travail.
- Ce qu'on désigne comme « conscience de classe » a considérablement reculé, en raison des mutations du salariat, de la force idéologique du néolibéralisme, de la faiblesse à gauche de reconstruire une large conscience de l'antagonisme de classe entre capital et travail tel qu'il se développe aujourd'hui poussent à réfléchir une stratégie de classe émancipatrice visant à unir progressivement les dominés, à partir d'un positionnement clair face à l'antagonisme capital/travail tel qu'il traverse tous les domaines de la société et la planète
- De multiples dominations pèsent sur les mêmes personnes, particulièrement les femmes, les jeunes ou les immigrés. Discriminations de genre, d'origine, racistes et xénophobes se superposent avec les formes d'exploitation capitaliste.
- Ainsi, le vécu subjectif- individuel ou collectif- des différentes dominations devient un élément déterminant de la réalité complexe à prendre en compte pour l'activité politique et le développement des luttes et solidarités.
- Cette situation engendre de grandes différences et donc de grandes contradictions à l'intérieur du salariat et de la société qui sont autant d'enjeux de rassemblements et de luttes pour avancer et construire dans toutes ses facettes une politique alternative.
- Ce qui implique un gros travail idéologique et théorique pour agir sur les facteurs de division – dans le processus d'exploitation et en raison de discriminations – et pour rechercher ce qui peut au contraire favoriser des constructions communes, des convergences et alliances nouvelles, des réponses politiques rassembleuses.

Tendances de division et potentiels d'unité

- Quant à l'unité de la classe ouvrière entre français et immigrés qui se construisait sur le lieu de leur exploitation, et entraînait ainsi une certaine communauté de vie, elle se voit mise à mal aujourd'hui. L'immigration elle-même a changé en même temps que la population française a changé avec les vagues successives d'immigration, et la dégradation générale des rapports sociaux pèse sur ces relations.
- Les évolutions au sein de ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre (exclusion du travail, précarisation avec perte de lien à un lieu de travail et avec les collègues....) plaident en faveur d'une construction de l'unité contre la classe dominante aussi hors du travail et pour une sécurisation de l'emploi de la formation et des revenus. Les élections municipales nous ont montré que les résultats n'étaient pas les mêmes là où les populations des territoires particulièrement délaissés se sentaient considérées et représentées et là où elles s'en sentaient une fois de plus exclues. Les nombreuses luttes 'contre la marchandisation' de pans supplémentaires de l'activité humaine ouvrent de nouveaux champs de confrontation de classe.
- La mondialisation est ici aussi à prendre en compte pour le changement qu'elle induit non seulement dans la production et la distribution des richesses mais aussi dans les

rapports sociaux et humains à l'échelle de la planète. L'action des travailleurs de Dacia en Roumanie, pour exemplaire qu'elle soit, témoigne de la difficulté qu'il y avait jusqu'ici à intervenir sur le fond des raisons des délocalisations pour travailler à l'unité de l'ensemble des travailleurs et donc contre la mise en concurrence de l'ensemble des salariés du local au mondial.

- Si de nouveaux obstacles existent sur la voie de l'union des exploités, dominés, opprimés dans leur action pour se libérer de toute forme d'exploitation et de domination, on peut aussi considérer que de nouvelles voies s'ouvrent pour engager de nouvelles mobilisations et recherche de solidarités. Construire une nouvelle unité contre la classe dominante, c'est travailler au dépassement des divisions, c'est aussi favoriser l'unité de celles et ceux qui n'estiment pas être « dominés » ou « exploités » là où domination s'exerce, là où la discrimination se fait jour. C'est considérer la « double peine » pesant sur les femmes : en l'occurrence la double domination qui pèse sur elle et que nous voulons donc à ce titre combattre.

Quelle approche pour construire le fondement de notre politique

- **Faut-il** chercher ce qui peut fonder une unité de situation entre celles et ceux que le PCF souhaite représenter ? Ou bien ne faut-il pas plutôt chercher à construire une unité politique de celles et ceux qui vivent de profondes différences de situation – salariés, précaires, non salariés - sans vouloir gommer ces différences ?
- Faut-il à tout prix chercher à définir les contours d'une nouvelle classe ouvrière, d'une nouvelle « classe salariale » porteuse de changements radicaux, ou au contraire chercher à rassembler toutes celles et tous ceux qui ont à subir la domination de la classe capitaliste et du patriarcat aujourd'hui ?
- Nous proposerions de suivre la seconde partie de l'alternative en cherchant à mobiliser et unir « une vaste classe de semblables différents » (S. Bouquin) Car ce qui peut unir ces femmes et ces hommes, c'est d'avoir à subir, le pouvoir de dominations conjuguées un système économique, politique, social, une logique servant les intérêts d'une minorité exerçant un pouvoir de classe sur l'immense majorité à l'aide de choix politiques . D'où la nécessité impérieuse pour s'en débarrasser de travailler à unir des femmes et des hommes, à partir de leur situation concrète sans vouloir en gommer les différences et de lier la construction de leur unité politique à la définition d'un projet de transformation de la société, dans lequel chaque composante sociale trouve des réponses d'avenir et sa place dans le processus d'action pour le changement. Ce qui suppose de construire idéologiquement et politiquement le lien entre les raisons spécifiques de chaque mobilisation. Et d'y travailler indissociablement à chacune des échelles où s'exercent les pouvoirs afin de modifier le rapport de forces politiques.

(1) c'est à dire un emploi qui ne permet pas de vivre décemment, de prévoir l'avenir, de préserver ses compétences et sa santé

Au 01/01/2006, on dénombre 3 089 000 entreprises, 92,75% d'entre elles n'ont aucun salarié ou de 1 à 9 salariés, 7% ont de 10 à 499 salariés. Les entreprises de plus de 500 salariés sont au nombre de 1537 et représentent 0,05% du total. Les secteurs du commerce et des services regroupent 2 410 000 entreprises, la construction 382 000, l'industrie 296 000.

29% d'actifs sont employés, 24% ouvriers, 23%intermédiaires, 15% cadres, 6% artisans, commerçants et entrepreneurs, 2,7% agriculteurs. On appelle parmi les actifs milieux populaires' les 7 millions d'ouvriers et les 8 millions d'employés".